



MINISTÈRE DE  
L'ÉDUCATION NATIONALE

ACADEMIE DE  
BORDEAUX

DEPARTEMENT DE LA  
GIRONDE

**COLLEGE ELISE DEROCHE  
PIAN SUR GARONNE**

BP 70015  
33490 Saint Macaire

**Service de gestion**

Téléphone : 05 57 98 11 51  
Télécopie : 05 56 76 84 33

[pian.gestion@ac-bordeaux.fr](mailto:pian.gestion@ac-bordeaux.fr)

## **Délégation du Conseil d'Administration à la Commission Permanente votée en Conseil d'Administration du 27 novembre 2018**

Les orientations relatives à la conduite du dialogue avec les parents d'élèves  
Le programme de l'association sportive fonctionnant au sein de  
l'établissement ;

L'adhésion à tout groupement d'établissements ou la passation des  
conventions (et contrats) dont l'établissement est signataire, à l'exception :  
des marchés qui figurent sur un état prévisionnel de la commande publique  
annexé au budget ou qui s'inscrivent dans le cadre d'une décision  
modificative adoptée conformément au 2° de l'article R. 421-60 ;

En cas d'urgence, des marchés qui se rattachent à des opérations de gestion  
courante dont le montant est inférieur à 5 000 Euros hors taxes, ou à 20 000  
Euros hors taxes pour les travaux et les équipements ;

Les modalités de participation au plan d'action du groupement  
d'établissements pour la formation des adultes auquel l'établissement  
adhère, le programme annuel des activités de formation continue et  
l'adhésion de l'établissement à un groupement d'intérêt public ;

La programmation et les modalités de financement des voyages scolaires ;  
Toute question en vertu des lois et règlements en vigueur ainsi que celles  
ayant trait à l'information des membres de la communauté éducative et à la  
création de groupes de travail au sein de l'établissement ;

Les questions relatives à l'accueil et à l'information des parents d'élèves, les  
modalités générales de leur participation à la vie scolaire ;

Les questions relatives à l'hygiène, à la santé ou à la sécurité ;

La définition, dans le cadre du projet d'établissement et, le cas échéant, des  
orientations de la collectivité territoriale de rattachement en matière de  
fonctionnement matériel, toutes les actions particulières propres à assurer  
une meilleure utilisation des moyens alloués à l'établissement et une bonne  
adaptation à son environnement ;

L'acceptation des dons et legs, l'acquisition ou l'aliénation des biens ainsi que  
les actions à intenter ou à défendre en justice ;

La création d'un organe de concertation et de proposition sur les questions  
ayant trait aux relations de l'établissement avec le monde social,  
économique et professionnel ainsi que sur le programme de formation  
continue des adultes. Dans le cas où cet organe comprendrait des  
personnalités représentant le monde économique, il sera fait appel, à parité,  
à des représentants des organisations représentatives au plan  
départemental des employeurs et des salariés ;

L'adoption d'un plan de prévention de la violence.